



## Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

34 | 2004

Sociologie économique et économie de l'Antiquité. A  
propos de Max Weber

---

### *Commentaire : Max Weber et le néomodernisme*

Jérôme Maucourant

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/216>

DOI : 10.4000/ccrh.216

ISSN : 1760-7906

#### Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2004

ISSN : 0990-9141

#### Référence électronique

Jérôme Maucourant, « *Commentaire : Max Weber et le néomodernisme* », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 34 | 2004, mis en ligne le 05 septembre 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/216> ; DOI : 10.4000/ccrh.216

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

---

# Commentaire : Max Weber et le néomodernisme

Jérôme Maucourant

---

- 1 Les contributions de Hinnerk Bruhns et de Michel Lallement présentes dans ce volume nous incitent à dégager avec netteté une question qui commence à se dessiner dans le champ de l'histoire économique de l'Antiquité. En effet, le renouveau d'une approche modernisante tente de trouver dans les travaux de Weber une ressource pour illustrer ses thèses, alors qu'il faudrait lire, dans l'œuvre de celui-ci, une première tentative d'un dépassement de la vieille querelle entre primitivisme et modernisme. Polanyi, comme nous le montrerons trop rapidement, s'inscrit d'ailleurs dans cette ligne théorique. Même si les préoccupations de Hinnerk Bruhns et de Michel Lallement, évoqués plus haut, ne s'inscrivent pas dans la problématique que nous nous proposons de développer, il est possible de trouver dans leurs analyses des matériaux précieux pour l'illustrer.
- 2 Nous tenterons ainsi, en premier lieu, de comprendre ce qui, dans le propos wébérien, pourrait légitimer la constitution d'un néomodernisme. Nous examinerons, en second lieu, l'intérêt de la distinction entre le « capitalisme antique » et le « capitalisme moderne », laquelle ne recouvre pas, en principe<sup>1</sup>, la différence entre le « capitalisme politique » et le « capitalisme rationnel ». Cette distinction nous permet d'établir les fondements d'une démarche comparée des systèmes sociaux<sup>2</sup> et de mettre en lumière la singularité du développement économique en Occident à un moment où certains historiens croient, de nouveau, à des périodes très précoces de l'histoire, pouvoir extraire de leurs matériaux du « capitalisme », de la « rationalisation » et du « marché ». Nous soulignerons, en troisième lieu, comment la problématique wébérienne de la rationalisation, qui implique la reconnaissance de discontinuités dans l'évolution s'oppose aux interprétations néomodernistes.

## Relire Weber pour écrire une histoire néomoderniste

- 3 Les progrès historiographiques réalisés depuis cinquante ans semblent devoir invalider les paradigmes modernistes et primitivistes ; Weber apparaît dès lors comme le point de

départ d'une synthèse nouvelle dépassant cette vieille opposition. Effectivement, cet auteur mobilise la référence à des formes de « capitalisme » qui auraient marqué l'Antiquité, tout en insistant sur les différences importantes entre le « capitalisme antique » et le « capitalisme moderne » :

[S]i donc on n'introduit pas dans ce concept des déterminations sociales, mais qu'on accepte qu'il vaille, avec un contenu purement économique, partout où des objets possédés et échangés sont utilisés par des individus privés à des fins d'acquisition dans l'économie d'échange, le caractère largement « capitaliste » d'époques entières de l'histoire antique paraît alors tout à fait assuré [...]. Il faut aussi se garder des exagérations<sup>3</sup>.

Weber utilise alors la théorie économique de son temps pour rendre compte des économies antiques. Précisons que cette théorie économique n'avait pas encore l'ambition de produire une interprétation économique du non-marchand via l'analyse des « coûts de transaction »<sup>4</sup>. Autrement dit, contre l'approche de Finley, la démarche de Max Weber aurait cette originalité d'intégrer la science économique en tant que telle et de ne pas réduire l'analyse des formes économiques à de pures déterminations sociales dont la sociologie, voire l'anthropologie, aurait le monopole de l'interprétation. On doit à Hinnerk Bruhns d'avoir, à cet égard, critiqué la façon dont Finley utilise Weber pour dresser de l'économie antique un tableau antimoderniste. De façon finleyienne, il peut être noté, en effet, que les villes médiévales se distinguent des villes antiques de l'époque classique, selon Weber, par « ce caractère bien plus spécifiquement 'économique' »<sup>5</sup>.

- 4 Hinnerk Bruhns<sup>6</sup> montre néanmoins la torsion que fait subir Finley aux conceptions wébériennes, en montrant notamment qu'il n'y a pas chez Weber de ville antique typique :

ce qui différencie la ville antique de la ville médiévale n'est pas qu'elle soit dans de nombreux cas une ville de rentiers, mais que sa politique soit déterminée en premier lieu par « des intérêts de consommateurs » et non par des intérêts de producteurs comme ce fut le cas dans la ville médiévale idéaltypique [La Ville, p. 176] [...] les intérêts des consommateurs peuvent au contraire être représentés par des paysans. Rien ne permet de dire que Weber considérerait la ville antique comme un lieu de consommation opposé à la campagne productrice.

Il faudrait ainsi réexaminer la signification d'un aspect important de la mutation médiévale car, selon le point de vue développé par Hinnerk Bruhns, il ne serait pas possible d'analyser la nouveauté médiévale comme l'effacement relatif d'une logique redistributive dont bénéficiaient les villes antiques.

- 5 Mais, au-delà des objections que l'on peut adresser à Finley, il est possible que la « nouvelle économie institutionnelle », l'une des métamorphoses du courant orthodoxe en économie, soit appliquée aux économies antiques par le truchement de Weber. Le *modus operandi* des néomodernistes nous semble pouvoir être le suivant : il sera soutenu, d'abord, que Weber mobilise le concept de capitalisme de façon transhistorique et accorde à l'échange marchand<sup>7</sup> une place importante dans l'économie antique ; la qualification « capitaliste » de certaines activités économiques permet alors d'utiliser les vieux apports du marginalisme dans un cadre wébérien. Ensuite, dans les cas où n'existent pas de preuves tangibles de transactions par le marché, on mobilise une explication « économique » pour rendre compte des transactions « hors marché » et interpréter les « institutions » ; à cet égard, c'est le supposé « individualisme méthodologique » de Weber qui servira de caution à une analyse dite « économique » des institutions sociales<sup>8</sup>. Dans ce cadre de pensée, les hypothèses néo-institutionnalistes sur les coûts de transaction et l'explication de l'existence des institutions, en vertu d'un postulat d'efficience à long terme de celles-ci, permettent d'écrire une histoire imprégnée

d'un déterminisme économique aux habits neufs. Il apparaît, enfin, que l'œuvre de Weber reste compatible avec la théorie économique orthodoxe et que la redécouverte de cet auteur renforce effectivement un néomodernisme.

- 6 Si l'analyse qui précède est juste, le néomodernisme ne participe pas d'un dépassement du débat entre primitivistes et modernistes et ne revivifie pas la lecture de Weber : il en oublie surtout les tensions les plus créatrices. Remarquons, en suivant Michel Lallement, que l'heureux éclectisme de Weber est une référence intéressante pour nous prémunir des lectures fonctionnalistes et évolutionnistes qui sont nombreuses en économie. Ainsi, même si l'analyse autrichienne est largement soutenue par Weber, il n'en reste pas moins que « Weber met clairement en évidence les limites anthropologiques de l'approche utilitariste »<sup>9</sup>. S'agissant de la notion de rationalité économique qui est au cœur du marginalisme, Weber souligne l'importance « d'un contexte historique se prêtant à l'émergence et à la généralisation d'une telle manière de conduire sa vie et ses activités »<sup>10</sup>. Or, il n'est pas sûr que la communauté académique ait, à ce jour, pris toute la distance que manifeste Weber envers les formes courantes de l'utilitarisme.
- 7 Autrement dit, il n'est pas sûr que tous les chercheurs relisant Weber aient la prudence que Weber lui-même manifeste vis-à-vis de ses outils, comme le marginalisme ; l'utilisation par Max Weber de la référence au « capitalisme » ne fait pas vraiment problème chez lui, nous semble-t-il, car celle-ci relève d'une heuristique. C'est pourquoi, quelles que soient les difficultés soulevées par la notion de capitalisme, Pearson, l'un des plus proches collaborateurs de Polanyi, relève, comme le remarque fort opportunément Hinnerk Bruhns, l'intérêt de l'approche de Weber qui montrait « la possibilité d'un niveau relativement élevé d'organisation économique dans un cadre fondamentalement différent du système de marché »<sup>11</sup>.

## Capitalisme antique et capitalisme moderne

- 8 La synthèse entre certains développements de l'économie orthodoxe, depuis les années 1970, comme l'approche en termes de coûts transactionnels, l'école des droits de propriété, etc., ne semble pas s'accorder de façon pertinente avec un travail inspiré par une relecture de Weber ; l'importance que cet auteur accorde aux marchés et un certain maniement des outils marginalistes ne justifie pas, nous semble-t-il, une telle utilisation de l'héritage wébérien<sup>12</sup>. En revanche, celui-ci peut nourrir une réflexion qui nous permettra de mieux comprendre les capitalismes.
- 9 Une condition du capitalisme moderne, selon Weber, est la liberté contractuelle qui, comme le rappelle Michel Lallement<sup>13</sup>, « offre la chance par une utilisation intelligente des biens sur un marché libre d'acquérir un pouvoir sur d'autres ». Il en va de même pour ce que Weber nomme « liberté du travail », bien qu'il faille préciser que la rationalisation offerte par cette liberté ne signifie nullement, comme le prétendent certains économistes orthodoxes, qu'il existe une *symétrie* de position entre salarié et employeur<sup>14</sup>. Weber souligne, en effet, s'agissant du « travail libre », qu'il faut le comprendre « formellement » car les travailleurs « sont contraints par l'aiguillon de la faim »<sup>15</sup>.
- 10 Ensuite, il y a la puissance d'un droit rationnel qui rend possible un capitalisme faisant système :

le capitalisme moderne créa les conditions de sa propre croissance [...] en utilisant les voies et les formes juridiques créées par les corporations en dépit du combat qu'il leur livrait<sup>16</sup>.

Le contraste entre les formes de capitalisme antique, où la prégnance du politique est certaine, et le capitalisme moderne est alors saisissante : « la base politique commune des États antiques » engendre et « accroît l'instabilité du capital existant et de la formation du capital » ; ainsi, le « droit de disposition » de la *polis* sur les fortunes individuelles est « souverain » d'une façon que le Moyen Âge n'aurait jamais connue<sup>17</sup>. Les capitalismes de l'Antiquité n'ont ainsi pu donner naissance au capitalisme moderne. Il y aurait donc des fondations légales au capitalisme : l'économiste institutionnaliste Commons s'inspirera d'ailleurs de cette problématique. Un trait connexe de la sphère du droit est celui de la monnaie, comme le montre Michel Lallement : celle-ci devrait être, pour Weber, l'objet d'une politique rationnelle de l'État de droit libéral de façon à assurer un cours constant et une monnaie forte. Une telle constatation prend son sens dans un contexte, celui des années 1918-1920, en Allemagne.

- 11 Par ailleurs, Weber estime que le caractère « typiquement capitaliste » d'une époque n'a de sens que si « la couverture des besoins quotidiens » se fait précisément sous cette forme<sup>18</sup>. C'est ainsi que les différentes activités capitalistes, autrefois déterminantes pour quelques segments de la vie économique, participent maintenant de la structuration d'un système économique. C'est cette vision *discontinuiste* de l'histoire que partagent ainsi Polanyi et Weber du fait de l'importance qu'ils accordent au caractère systémique du capitalisme moderne.
- 12 Le dernier critère du capitalisme moderne est celui d'un éthos spécifique : c'est *en dehors* de la sphère des comportements intéressés, suggère Weber, qu'on peut le mieux comprendre la logique économique, ce qui définit pleinement une tâche de la sociologie économique. À cet égard, Hinnerk Bruhns<sup>19</sup> souligne l'erreur selon laquelle, dans la sociologie wébérienne, le capitalisme aurait été une création du puritanisme. Il s'agirait plutôt de rendre compte de plusieurs processus « de la formation du monde moderne » dont le religieux n'est qu'un élément.

## Max Weber contre le néomodernisme

- 13 Nous avons montré que le maniement du concept de capitalisme, même d'un point de vue wébérien, est très délicat et ne s'accorde pas vraiment avec les développements récents de l'économie orthodoxe. En réalité, tout retour à l'esprit du modernisme présuppose l'évacuation d'une part importante de l'héritage wébérien, comme la caractérisation du capitalisme selon « l'usage d'un compte de capital rationnel comme norme »<sup>20</sup>. D'un point de vue néomoderniste, l'acteur moderne n'est pas plus rationnel que l'acteur prémoderne. Ainsi, la pratique et le concept d'amortissement seraient choses fort nouvelles<sup>21</sup> et de peu d'importance pour expliquer un phénomène comme la Révolution industrielle. Dominic Rathbone ne dit pas, toutefois, comme on le fait parfois en économie, qu'il n'y a nul besoin de s'intéresser à la rationalité des acteurs, sous le prétexte que tout se passe *comme si* la concurrence produisait des comportements rationnels.
- 14 L'objet des néomodernistes est de prouver l'« *efficience* » des institutions anciennes, le caractère précoce des procédés de rationalisation capitaliste, et, si possible, le caractère déterminant du marché, qui est une façon de ligne d'horizon de l'efficience. La

reconnaissance des nombreuses « imperfections » propres aux marchés antiques ne les contraint pas à discuter du caractère « rationnel » des comportements des acteurs : il est vrai qu'il est toujours possible de montrer que les comportements sont rationnels dès lors qu'on met en avant la poursuite de certaines finalités. Encore une fois, nous pensons que ces préoccupations sont loin de la problématique wébérienne, voire opposées à celle-ci.

- 15 Sans doute, Weber a parfois exagéré l'efficacité des procédures de rationalisation de l'Occident moderne ; sans doute faudrait-il encore discuter de l'importance de ce « compte de capital » qui n'est qu'une forme de la rationalisation. Mais, les critiques adressées à Weber nous semblent surtout inspirées par la volonté de le dégager d'un éclectisme jugé malheureux, d'extraire de son travail un noyau « primitiviste », qui coexisterait, de façon étonnante, avec ce qui peut apparaître comme relevant d'un modernisme. L'éclectisme n'est toutefois pas chose forcément critiquable.
- 16 L'intérêt majeur du projet wébérien peut, pour moi, se résumer ainsi : *pourquoi* les « contraintes institutionnelles » qui brident les marchés ne sont dépassées que si rarement dans l'histoire de l'humanité ? Pourquoi les aventures réussies de la Révolution industrielle relèvent-elles d'un emprunt à un modèle occidental ? Nous retrouvons là le thème wébérien de la *rationalisation* des formes de vie et des institutions ; l'on peut soutenir que ceci diffère de la problématique de la *rationalité*. Par conséquent, même si Weber voyait, dans le principe du marché, le principe même de l'efficacité, il ne s'agissait pas pour lui de construire un récit téléologique.
- 17 Le capitalisme moderne est, pour Weber, l'expression même de la singularité de l'Occident. La différence entre les mondes ancien et moderne n'est pas, selon lui, d'ordre quantitatif mais d'ordre qualitatif. À l'opposé, Dominic Rathbone, qui s'inscrit dans un courant néomoderniste voulant introduire le « néo-institutionnalisme » en histoire, soutient que le monde romain développé était « semblable d'une façon insolite, en termes qualitatifs » au capitalisme moderne. Il existerait en effet des traits communs au monde romain et au monde moderne :
 

[...] des droits puissants quant à la propriété privée, un système juridique effectif et flexible [...] un système politique et social, stable et ouvert, et un gouvernement de laissez-faire<sup>22</sup>.

L'opposition avec les thèses de Weber, Polanyi et Finley est ici radicale et revendiquée comme telle. Mais, ces critères de comparaison néomodernistes, dont l'intention est de gommer nombre de différences entre Anciens et Modernes, doivent être discutés. Le laissez-faire, qui caractériserait ainsi le monde antique devrait être remis dans un contexte bien particulier des rapports entre État et société, à supposer même que l'on puisse parler d'« État » à l'époque prémoderne. L'existence d'un « laissez-faire » antique doit d'ailleurs être tempéré par nombre d'interventions publiques dans la circulation des biens, *lesquelles ont des significations bien différentes des interventions modernes*. L'État romain n'est en rien interventionniste au sens où il s'agirait de conduire une politique industrielle ou agricole comme on l'a fait à l'ère moderne.
- 18 L'État moderne a été, et est toujours, fort interventionniste dès qu'il s'agit de stimuler la création de nouveaux marchés ou d'en pallier les défaillances : ceci n'a rien de commun avec les interventions à l'antique. Il faut aussi évoquer la politique monétaire qui n'a cessé d'être interventionniste depuis cent cinquante ans : ce n'est pas un hasard si, il y a un siècle, Fisher parlait d'un « managed gold standard ». Même l'étalon-or, qu'on suppose parfois être un *mécanisme*, est en réalité une *politique*. La nature des interventions

publiques est radicalement différente entre aujourd'hui et le monde romain. D'ailleurs, l'opposition entre le « *privé* » et le « *public* » doit être remis dans le contexte de chaque époque<sup>23</sup>.

## Conclusion

- 19 Les distinctions wébériennes qui permettent de comprendre la singularité de l'expérience occidentale sont très utiles. L'idée de fondements juridiques nécessaires à l'existence du capitalisme moderne est, par exemple, une intuition heureuse. Certes, les interprétations post-wébériennes affirmant que l'éthos associé à la naissance du capitalisme moderne est protestant sont discutables. C'est sans doute plus la laïcisation qui est déterminante, c'est-à-dire l'émergence du religieux comme dimension spécifique de la vie sociale qui participe de la formation de la modernité, *sans que cette émergence soit le fruit du puritanisme*. C'est pourquoi, même s'il est possible<sup>24</sup> de penser que le capitalisme flamant illustre les thèses wébériennes, que faire alors de la révolution industrielle à la française ? Néanmoins, la question des conditions institutionnelles de l'activité économique est fondamentale.
- 20 L'exemple du Liban contemporain<sup>25</sup> illustre la fécondité de l'approche néo-wébérienne qui montre l'intérêt du concept d'État néopatrimonial : celui-ci prend toutes les formes cérémonielles de l'État bureaucratique rationnel mais ne pratique pas les formes de rationalisation qui permettraient de constituer une société moderne. À côté des facteurs internationaux qui expliquent, pour une part, la stagnation de la décennie 1990-2000, l'auteur démontre comment l'insuffisante rationalisation de l'État libanais est une cause remarquable de faiblesse économique. Il y a un siècle déjà des idées dangereuses ont été esquissées selon lesquelles la faiblesse de l'État, dans une république marchande, pourrait engendrer la prospérité. Les circonstances d'alors avaient permis un genre de croissance économique qui n'est plus possible dans les conditions géopolitiques actuelles.
- 21 Ainsi, le capitalisme moderne est bien un système qui construit les conditions de sa propre croissance ; ce n'est pas un agencement de réseaux essayant de capter les profits issus de l'explosion de la dette publique ; ce n'est pas un système distribuant les prébendes qui suivent la liquidation de toute forme de propriété publique. Le capitalisme libanais est sans doute un « capitalisme politique » au sens de Weber. Cet exemple illustre ce que Hinnerk Bruhns clarifie de la problématique de Max Weber : le capitalisme politique n'est pas un privilège de l'Antiquité. Mais cela ne signifie pas, pour autant, qu'il faille occulter l'importance décisive des mécanismes de rationalisation. Le capitalisme moderne est fondamentalement occidental, mais il peut se répandre par imitation et adaptation.

---

## NOTES

1. Malheureusement, le texte même de Weber est parfois équivoque sur ce point. En effet, il écrit relativement à la civilisation de l'Antiquité, « qu'aucun capitalisme n'apparut alors », *L'Histoire*

*économique*, Paris Gallimard, 1991, 431 p., p. 371, alors que p. 354, il explique que l'Empire romain étrangla le « capitalisme antique ». Ce flou terminologique ne doit pas être interprété sans doute comme un flou conceptuel, mais on comprend que Karl Polanyi ait pu penser que ce terme de capitalisme ainsi utilisé par Weber fût « *elusive* », *The Livelihood of Man*, New York, Academic Press, 1977, 281 p., p. 276. Polanyi a ainsi été convaincu que toute référence au « capitalisme » devait se fonder sur quelque indication quant à l'ampleur de la détermination de la structure économique par des mécanismes de marché.

2. Une préoccupation que Polanyi fera sienne.

3. Max Weber, *Économie et société dans l'Antiquité*, Introduction de Hinnerk Bruhns, traduit par Catherine Colliot-Thélène et Françoise Laroche, Paris, La découverte, 1998, 405 p., p. 101.

4. Alain Bresson, « Polanyi, le marché et les économies d'avant le capitalisme », *Rencontres*, 2002, [http://web.mae.u-paris10.fr/fx/detail.php?ID=29&query=souhaite la promotion de ce concept de « coûts de transaction » en histoire](http://web.mae.u-paris10.fr/fx/detail.php?ID=29&query=souhaite+la+promotion+de+ce+concept+de+coûts+de+transaction+en+histoire). Pourtant, l'utilisation des « coûts de transaction » pour produire une critique des travaux de Finley et Polanyi est repérable dès 1977, in Douglass North, « Le marché et les autres systèmes d'allocation de ressources : le défi de Karl Polanyi », *La Revue du Mauss*, 1997, p. 51-64, pour un bilan actuel des impasses de ce néo-institutionnalisme, in Jérôme Maucourant, « Le néo-institutionnalisme à l'épreuve de quelques faits historiques », *Économie appliquée*, 56, 3, septembre 2003, p. 111-131. Alain Bresson, *ibid.*, suggère aussi que le travail de Douglass North peut être une voie d'avenir car la prise en compte de l'aspect « institutionnel » des questions, même s'il est apparu tardivement dans les écrits northiens, est, à ce jour, une réalité. Pourtant, Douglass North est influencé depuis fort longtemps par les thèses de la « New Institutional Economics » et regrette seulement d'avoir trop longtemps expliqué les institutions du seul point de vue de « l'efficacité », in Douglass North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, New York/Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 152 p., p. 7. Tout se passe comme si la vieille main invisible du marché était relayée par une façon de « main invisible des institutions » ; voir Robert Rollinat, *La Nouvelle Histoire économique*, Paris, Liris, 1997, 256 p., p. 223.

5. Max Weber, *Économie et société dans l'Antiquité*, *op. cit.*, p. 372.

6. Hinnerk Bruhns, « Max Weber, l'économie et l'histoire », *Annales HSS*, 51, 6, nov-déc., p. 1259-1289, 1996, p. 1277.

7. Ainsi, la question que l'on devrait se poser serait « Polanyi ou Weber » selon Alain Bresson, *La Cité marchande*, Pessac, Ausonius, 343 p., p. 263. Or, cette mise en opposition devrait être discutée, si l'on considère les analyses de Polanyi, publiées de façon posthume et non revues par lui de son vivant, notamment dans *The Livelihood of Man*, *op. cit.*, lesquelles se centrent de façon essentielle sur la question du marché dans l'économie grecque des V<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> siècles avant notre ère. Même si, comme le soulignait justement Roland Étienne – *Troisième Journée Polanyi*, Maison René-Ginouvès, Nanterre, 12 juin 2003 – Polanyi a plus posé de questions pertinentes qu'il n'a apporté de bonnes réponses, il n'a pas occulté la nécessité de devoir penser les marchés non modernes, *en dehors* du cadre walrasien ou « autrichien ».

8. Et pourtant, comme l'écrit S. Latouche [1994, p. 8] : « Max Weber ne fait pas ce qu'il dit faire [...]. L'homme sur lequel il raisonne est très peu un *homo œconomicus*, c'est un homme socialisé par l'histoire et qui fait l'histoire comme l'histoire l'a fait. », colloque Histoire économique, Jussieu, 1994.

9. Michel Lallement, « Max Weber, la théorie économique et les apories de la rationalisation économique », voir *supra*, p. 47-68.

10. *Ibid.*

11. Harry Pearson cité par Hinnerk Bruhns, art. cité, 1996, p. 1274, n. 49. Voir Conrad Arensberg, Harry Pearson, Karl Polanyi, *Les Systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Paris, Larousse, 1975.



12. Le refus par Mises des thèses de Weber (Hinnerk Bruhns, art. cité, note 7, p. 1260) est révélateur. Il signifie la limite de la référence au marginalisme faite par Weber.
13. Michel Lallement, voir *supra*, note 10.
14. Ainsi pour Steven N. S. Cheung, dans « Economic Organization and Transaction Costs », p. 77-82 in J. Eatwell et alii, ed., *The New Palgrave: A Dictionary of Economics*, tome *Allocation, Information and Markets*, Macmillan, 1987, p. 79, n'est pas sûr que « l'entrepreneur embauche les travailleurs » ; pour lui, il se pourrait tout autant que « ce soient les travailleurs qui embauchent l'entrepreneur ». Dans la société comprise par ces économistes orthodoxes, il n'y a plus de salariat ni de capitalistes. La position wébérienne est fort différente... Cheung ne fait que reprendre des idées partagées par des économistes aussi célèbres qu'Armin Alchian ou Paul Samuelson.
15. Max Weber, *Histoire économique*, op. cit., p. 298. Le réalisme de Weber est proche de celui de Marx ou de Polanyi.
16. Max Weber, *Économie et société dans l'Antiquité*, op. cit., p. 380.
17. Max Weber, *Économie et société dans l'Antiquité*, op. cit., p. 113-114.
18. *Ibid.*, p. 296.
19. Hinnerk Bruhns, « Max Weber, économie antique et science économique moderne », voir *supra*, p. 31-45.
20. Max Weber, *Histoire économique*, op. cit., p. 297.
21. La critique de la conception wébérienne de la comptabilité rationnelle, développée de façon très différente par Dominic Rathbone, *Economic Rationalism and Rural Society in Third-Century A. D. Egypt - The Heronimos Archive and the Appianus Estate*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 489 p., 1991 ; Alain et François Bresson, « Max Weber, la comptabilité rationnelle et l'économie du monde gréco-romain », voir *infra*, p. 91-114, s'inscrivent dans cette démarche. Curieusement, Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983, 419 p., p. 75, qu'on assimile parfois et très faussement à un « primitiviste » postwébérien, ne mettait pas vraiment en cause ce type d'argument : par exemple, dans une structure tribale, il est bien rationnel de ne pas vouloir accumuler un quelconque pouvoir économique ou politique.
22. Dominic Rathbone, « Economic Rationalism and the Heronimos Archive », à paraître en 2004 dans la revue *Topoi* (numéro daté de 2003).
23. À ce propos, voir Raymond Descat, « Public et privé dans l'économie de la cité grecque », *Ktema*, 23, Strasbourg, 1998, p. 229-241.
24. Comme le fait Hinnerk Bruhns, « Max Weber... », art. cité, p. 1273.
25. Albert Dagher (Université libanaise, Beyrouth), « État, administration bureaucratique et développement : le Liban depuis 1990 », octobre 2002, <http://matisse.univ-paris1.fr/seminaires/>

---

## AUTEUR

### JÉRÔME MAUCOURANT

Maître de conférences en science économique. Université de Saint-Étienne. Centre Auguste-et-Léon-Walras (Triangle, UMR-CNRS)(<http://www.ish-lyon.cnrs.fr/labo/walras/walras.html>)  
[jerome.maucourant@wanadoo.fr](mailto:jerome.maucourant@wanadoo.fr).